



# Patrimoine vécu et choc des mémoires urbaines dans le Redlight de Montréal

Pierre-Mathieu Le Bel<sup>1</sup>

Stagiaire postdoctoral et chargé de cours  
Département de géographie  
Université du Québec à Montréal  
pmlebel@gmail.com

---

## Résumé

Dans un contexte global de mise en marché de la ville à travers de grands projets urbains souvent orientés vers l'offre touristique et culturelle, cet article suggère une exploration du cas du Quartier des spectacles à Montréal. En ayant recours au concept de patrimoine vécu, avec l'aide d'Henri Lefebvre, il fait ressortir comment les groupes sociaux en présence dans le *Redlight* de Montréal perçoivent ce lieu symbolique et comment ils mettent de l'avant différents aspects de la mémoire urbaine et du patrimoine pour se façonner un espace vécu. La centralité même du lieu, les pratiques spatiales qu'elle sous-tend et le combat pour avoir « droit à la ville » semblent être au cœur des débats où les mémoires urbaines s'entrechoquent.

## Abstract

In a global context where the city is marketed through megaprojects that are often oriented toward culture and tourism, this article proposes an exploration of the *Quartier des spectacles* in Montreal. Using Henri Lefebvre, it puts forward the concept of lived heritage (*patrimoine vécu*) and aims at highlighting how social groups present in Montreal's Redlight district perceive this symbolic place, and



<sup>1</sup> Creative Commons licence: Attribution-Noncommercial-No Derivative Works

how each of them instrumentalize different aspects of urban memory and heritage in order to shape specific Lefebvrian lived spaces. It turns out that the centrality of place itself, the spatial practices it implies and the fight for “the right to the city” appear to be at the very core of the debates where urban memories collide.

## Introduction

La mondialisation est associée à un relatif désengagement des instances étatiques en matière de planification territoriale au profit d’instances supra et infra étatiques. Dans ce contexte, les acteurs locaux occupent une place plus grande dans le processus d’aménagement territorial urbain (Jouve et Booth, 2004). Ce processus est orienté vers la mise en marché de la ville et de son image censée attirer des acteurs (individus, entreprises, ONG, etc.) qui auront un rôle à jouer dans la métamorphose du territoire. On mise souvent sur la réhabilitation patrimoniale pour assurer le développement (Neyret, 1992). Ce phénomène provoque chez certains la peur d’une perte d’authenticité culturelle au profit d’une homogénéisation du paysage urbain où le patrimoine ne serait que la reproduction de la même rue piétonne *ad infinitum* (Gravari-Barbas, 2005; Mercier, 2009). En effet, l’homogénéisation du paysage urbain paraît reposer en grande partie sur une homogénéisation de la consommation (Sassen, 2000) et du profil socio-économique des populations locales. Le combat pour l’accès au centre rejoint de la sorte la problématique d’un vivre ensemble qui semble toujours plus incertain (Valentine, 2008) alors que l’accès aux opportunités inhérentes à l’accès à la centralité est accaparé par des groupes sociaux spécifiques (Laurier et Philo, 2006). La question de l’accès semble dorénavant servir de base à la construction identitaire plutôt que la place qu’occupent les individus dans la structure de production (Harvey, 1989). L’espace également est consommé. *A fortiori* l’espace urbain, toujours convoité, est le cadre d’une cyclicité où la détérioration est le passage obligé d’une prochaine réhabilitation. On peut y voir l’illustration à la fois de la destruction créatrice schumpetérienne et du *spatial fix*, ou de l’importance pour le capital de conquérir de nouveaux territoires, de s’investir dans des zones dégradées du cadre urbain notamment afin de s’assurer un meilleur retour sur les investissements (Harvey, 2007; 2001). Or ces espaces dégradés sont souvent des espaces patrimoniaux en puissance.

À Montréal comme ailleurs, on peut voir cet alliance de l’affirmation d’une identité originale liée au patrimoine et des grandes tendances en matière de développement urbain. La métropole québécoise a lancé un plan d’action sur dix ans intitulé *Montréal, métropole culturelle*. La mise sur pied d’un Quartier des spectacles (QDS) qui, désire-t-on, reflétera la modernisation et sera une projection à la face du monde du caractère historiquement culturel de Montréal, fait partie de ce plan (Ville de Montréal, 2005; 2008). Participant aux tendances mondiales en matière de réorganisation des structures de production, la ville a remis en question une partie de ses fonctions industrielles et portuaires au profit d’un développement accéléré du secteur des services, notamment touristiques. Elle mise sur un développement de son image, où la musique occupe une place importante. Le

Festival international de Jazz de Montréal est un acteur majeur du développement du QDS, tout comme les Francfolies de Montréal de même que le domaine du spectacle en général.

Pour certains, un tel projet cristallise quelque chose d'authentiquement montréalais; pour d'autres, il exacerbe le danger d'une perte d'authenticité dans la privatisation d'un espace public tourné vers les multinationales. La restauration du Boulevard Saint-Laurent joue dans ce cas un rôle central. Une partie de ce qu'on appelle *La Main*, dépositaire depuis plus d'un siècle d'une identité montréalaise morcelée, que d'aucuns nomment encore le *Redlight* de Montréal, fait partie du territoire du QDS (Figure 1). Ce segment de boulevard donne à certains l'impression d'avoir été laissé à l'abandon. Le lieu qui signifie à la fois la rencontre et la séparation d'univers linguistiques distincts porte les traces d'une époque qui correspond à l'âge d'or de la métropole québécoise comme lieu de fête perpétuelle et comme destination pour l'immigration européenne des deux premiers tiers du XX<sup>e</sup> siècle (Anctil, 2002; Linteau, 2000).

Les activités touristiques participent à une modification de lieux à fortes consonances identitaires. Des voix se font entendre, des positions s'affrontent. Le patrimoine fait figure de capital d'authenticité que les acteurs se doivent de définir afin de tracer la limite entre développement et négation du passé. Chacun doit répondre à la question « qu'est-ce qui nous définit et nous appartient en propre, que nous ne puissions détruire, mais qui doit plutôt assurer le passage vers les générations futures, et également vers le reste de la planète? ». La réhabilitation patrimoniale est un des thèmes centraux des consultations et des mécanismes de gouvernance encadrant les transformations urbaines que j'ai évoquées. Dans un tel contexte, le patrimoine rencontre l'innovation et l'urbanité la plus quotidienne et locale se trouve projetée dans le monde. Du choc des conceptions antagonistes de ce qui constitue le patrimoine émerge une image de la ville qu'on veut rassembleuse, susceptible de constituer un consensus. Derrière la mise en patrimoine se cache toujours l'affirmation d'un pouvoir sur son objet. Il est caractérisé à la fois par l'appropriation d'un élément considéré par un groupe comme constitutif de son identité et par l'application d'un travail de mémoire (Ricœur, 2000). Le choc des représentations patrimoniales concurrentes fait appel à la notion de patrimoine en tant que « construit » (Lazzarotti, 2003). Cela implique un processus dynamique de mobilisation d'un discours patrimonial (Smith, 2005) où pèse le « regard des autres » (Noppen et Morisset, 2005; Morisset, 2009). Cette construction est à son tour mobilisée dans l'entreprise de marketing urbain (Hemelryk Donald et al., 2008).

Je suggère une interprétation de cette négociation patrimoniale campée du côté de la géographie critique en faisant appel à David Harvey (2007; 2001), mais surtout à Henri Lefebvre (1968; 1970; 2000) et d'autres qui se sont intéressés à la conflictualité de l'espace urbain. Ces leviers interprétatifs, je les joindrai au concept de patrimoine afin de faire ressortir un patrimoine vécu qui permette de faire le pont entre conflictualité, citoyen et mémoire collective. En effet, les

festivals et leurs espaces ont dorénavant davantage pour fonction de vendre la ville que d'actualiser un renversement social autrefois visible dans la fête (Di Méo, 2005). Dans ce contexte, le patrimoine est instrumentalisé pour créer de l'authentique et légitimer une action urbanistique d'envergure (Crozat et Fournier, 2005).

Il importe de souligner que le patrimoine dont il s'agit ici n'est pas celui des centres historiques officiels protégés par plusieurs niveaux de gouvernement et faisant l'objet d'un relatif consensus, en partie parce qu'il participe de la construction discursive de la nation (Nora, 1984; Anderson, 1991; Choay, 1992). Bien que le boulevard Saint-Laurent soit considéré comme d'intérêt patrimonial par trois niveaux de gouvernement, le secteur du *Redlight* ne compte qu'un seul édifice classé patrimonial. Si la grande majorité des acteurs présents reconnaissent sa valeur historique, ils ne peuvent donc s'appuyer sur une norme à caractère juridique pour le faire. D'où l'intérêt de s'arrêter au choc des conceptions antagonistes, aux passés distincts qui sont mobilisés par chacun pour façonner autant de patrimoines, car pour reconnaître le patrimoine, il y a un processus de sélection effectué par tous les acteurs (Gravari-Barbas, 2005) au sein du passé dont « le sens ".." n'est pas fixé une fois pour toutes » (Ricoeur, 2000, 496). Cela explique également pourquoi je n'ai pas défini en amont du travail ce qu'est le patrimoine, car je cherchais justement à ce que les acteurs le définissent eux-mêmes, soit explicitement, soit de façon implicite, car parler de patrimoine vécu c'est justement laisser plus de place à l'individu et aux groupes d'individus qui produisent leur patrimoine et qui le font participer d'une dynamique spatiale conflictuelle. J'articulerai la suite de ma réflexion autour de cette expression de patrimoine vécu avec l'aide d'Henri Lefebvre.

### **Patrimoine vécu et mémoire des groupes urbains**

Lorsque Lefebvre parle d'espace vécu, il le fait d'abord en relation avec deux autres termes, ceux d'espace conçu et d'espace perçu (Lefebvre, 2000). Le premier se réfère à l'espace cartésien. Il est lié aux rapports de production et, du coup, à l'ordre établi des politiques, mais aussi des savants, des experts de l'espace ou de ceux qui se posent comme tels. Il s'agit de l'espace dominant, hégémonique. Le second est le domaine de l'action, de la production et de la reproduction de l'espace social à travers l'action. Il est lié aux réalités quotidiennes, aux routines qui façonnent l'espace concret, mais aussi les horizons d'attentes. L'espace vécu est finalement l'espace du symbolique, mais aussi celui de la résistance et de l'innovation que l'on tente de s'approprier par l'imagination. C'est l'espace qu'on transgresse, aussi. Lefebvre insiste : ces trois termes sont en constante relation. Bien que le contexte d'écriture où évoluait Lefebvre l'ait poussé à remettre en question la toute-puissance des planificateurs de l'espace alors fortement influencés par Le Corbusier et la philosophie de la Charte d'Athènes, il n'est pas question pour lui de donner le monopole de l'une des composantes de l'espace à un groupe social en particulier. Cependant, parce que l'espace est conflictuel, un groupe peut arriver à imposer sa conception de l'espace et influencer plus facilement que d'autres

sur les pratiques spatiales de l'ensemble. Il ne s'agit pas tant alors pour le groupe dominant de tracer des frontières formelles qui interdiraient l'accès à un groupe donné, mais plutôt de représenter l'espace d'une façon qui fasse penser que seuls un ou quelques groupes sont présents avec leurs pratiques, leurs valeurs. Parce que seulement quelques groupes sont vus et entendus sur une base régulière, ce sont uniquement ceux-ci qui en viennent à être reconnus comme présents, occupants légitimes du lieu. Ceux qui sont exclus ou *out of place* sont ceux dont le rythme et les mouvements ne correspondent pas aux représentations dominantes. Le but, l'objectif politique dirons-nous, est alors d'imposer son rythme aux autres groupes avec le dessein de donner l'impression que l'on est seul occupant.

À l'intérieur de l'espace ainsi dominé, il reste cependant une possibilité d'appropriation par les autres groupes, car l'appropriation du lieu la plus efficace est faite par ceux qui en font un usage symbolique parfois en détournant le code dominant, soutient encore Lefebvre. Le pouvoir sur l'espace, en fin de compte, c'est le contrôle sur le déploiement des possibilités rythmiques et symboliques qu'il renferme. Cela n'est pas sans résonance avec l'attachement émotif que Yi Fu Tuan décèle dans le rapport du sujet au lieu (1974). Parler de patrimoine vécu en pensant à Lefebvre c'est s'approprier cette idée d'un symbolisme ressenti par un sujet, mais participant à un rapport de pouvoir. La seule notion d'espace vécu s'avère insuffisante pour traiter d'une spatialité qui s'inscrit dans le groupe plutôt que dans l'individu. La notion de patrimoine permet d'inscrire la trame de l'imaginaire individuel dans son cadre social. Des nombreuses patrimonialisations qui se posent comme concurrentes, toutes ne correspondent pas à une même définition du patrimoine, mais toutes font appel au passé et à son inscription dans la trame urbaine de même qu'à l'importance de sa perpétuation dans le futur du fait qu'il sert de fondation à l'identité du groupe. Plus encore qu'une lecture humaniste, c'est alors la perspective d'une interprétation du patrimoine urbain plus proche de la géographie humaniste critique qui s'ouvre à nous, où, à titre d'exemple, Cosgrove (1984) voit dans le paysage architectural de Venise un texte, une narration portant les intérêts des classes dominantes, et où Jackson (1989) voit au contraire l'inscription de la résistance de la culture populaire dans des pratiques rituelles de divertissement qui en viennent à former des traditions. Dans un cas comme dans l'autre, des acteurs de la scène urbaine jouent de mémoires différentes. La mémoire est liée à la fois à son inscription dans l'espace et à l'existence de ces groupes sociaux (Halbwachs, 1997). C'est pourquoi patrimoine ou à tout le moins mémoire urbaine et espace vécu s'unissent. Si donc à première vue, il peut sembler y avoir un paradoxe dans l'utilisation d'un concept comme patrimoine vécu parce que le patrimoine est d'abord collectif — au départ familial ensuite collectif dans un sens plus large — et que l'espace vécu semble être plus proche de l'individualité, c'est plus d'une passerelle que d'un paradoxe dont il s'agit, puisque l'espace vécu lefebvrien participe d'une conflictualité qui elle n'a rien d'individuel. Le patrimoine vécu est partie prenante du mouvement dynamique de la triplicité de l'espace et de sa conflictualité, lesquels il module par un appel à des strates temporelles multiples.

Par exemple, sans utiliser le concept de patrimoine vécu, Tyrer et Crinson, (2005), à travers l'étude de Trafford Park Village à Manchester, s'arrêtent aux symboles industriels des villes contemporaines et comment ils sont réaffectés vers des fonctions muséales ou résidentielles. En comparant l'usage sélectif de la mémoire urbaine à la totémisation freudienne, les auteurs conçoivent l'acte de remémoration partielle comme une façon de masquer les faits de civilisation les moins glorieux telle l'exploitation des masses ouvrières (logement insalubre, travail dangereux, longues heures de travail, marginalisation de la femme). Un modèle totémique implique un oubli qui accompagne l'acte de remémoration et, ultimement, de patrimonialisation. En obscurcissant l'importance de la condition ouvrière dans le développement du capitalisme contemporain, la mémoire devient ainsi un instrument discursif instrumentalisé par des intérêts particuliers. L'oubli a, dans cette optique, autant d'importance que le souvenir, écrivent Tyrer et Crison. On pourrait ajouter que cet oubli n'est ni innocent, ni indépendant de l'appartenance au groupe. Dès lors, on peut concevoir un « droit à la ville » (Lefebvre, 1968) qui soit modulé par des recours différenciés à la mémoire urbaine. Le droit à la ville est clamé à travers le droit à la différence au sein de l'espace urbain compris notamment comme espace de centralité et de mixité qui appuie les symboles les plus forts de la présence sur un acte de remémoration. La citoyenneté est alors performée à travers son rapport au passé. En ce sens, et en pensant autant à Yi Fu Tuan qu'à Henri Lefebvre, le droit à la ville *a lieu*, littéralement.

Pour la suite du texte, après avoir brièvement présenté le *Redlight* de Montréal, je ferai ressortir les différentes visions de ce qui constitue un patrimoine à conserver selon différents groupes d'acteurs, et ce, en m'appuyant sur les déclarations de ceux-ci en consultation publique, lors d'entrevues semi-dirigées et d'ateliers de discussion. Les données ont été recueillies par l'entremise de trois ateliers de discussion rassemblant un total de 17 participants recrutés à l'aide de dépliants distribués dans la rue en novembre 2009. Un atelier a également eu lieu avec des travailleurs d'Hydro-Québec recrutés de façon similaire à la sortie de leurs bureaux situés dans le territoire d'étude. Cette méthode a été privilégiée dans le but de saisir une « parole collective » (Combessie, 1996) qui rende compte de l'appartenance à des groupes. Plusieurs entrevues individuelles ont néanmoins été faites auprès de répondants qui ont signifié préférer cette intimité : huit de passants recrutés de la même façon, cinq avec des danseuses érotiques du Café Cléopâtre, trois de fidèles de la mosquée voisine et quatre de commerçants du secteur. Dans un second temps, j'effectuerai un retour sur le concept de patrimoine vécu et son expression dans le *Redlight* montréalais.

### **Le *Redlight* de Montréal en transformation : patrimoines multiples, vécus divers**

L'espace auquel on se réfère lorsqu'on utilise le terme de *Redlight* n'a pas toujours été le même. Du début du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1960, il s'agissait

d'un quartier, dans l'esprit des Montréalais grossièrement limité aux rues Sherbrooke, Dorchester (aujourd'hui René-Lévesque), Saint-Urbain et Berri (Figure 1). Il fut ainsi baptisé en raison des lanternes rouges signalant alors la présence des nombreuses maisons closes qu'on y trouvait. Il fut ensuite presque entièrement rasé par l'administration Drapeau qui y réalisa de grands projets dits d'*assainissement* urbain<sup>2</sup>. L'appellation *Redlight* a ensuite défini essentiellement la portion du boulevard St-Laurent au sud de Sherbrooke et au nord du Vieux-Montréal et, au fil des ans, l'atmosphère interlope qu'on y associe s'est graduellement limitée à l'intersection du boulevard Saint-Laurent et de la rue Ste-Catherine. Il ne s'agit pas ici de faire un portrait historique du secteur (on peut se référer parmi plusieurs autres à Anctil, 2002; Bourassa et Larue, 1992), mais simplement d'établir que c'était là un espace associé non seulement à la pègre, mais surtout au divertissement populaire et de masse. C'était le quartier où on trouvait le plus de salles de spectacles, lieu où, entre autres, on donnait des présentations de vaudevilles et de burlesques. C'était le lieu des boîtes de nuit et l'espace où se rencontraient francophones et anglophones, juifs et chrétiens, riches et pauvres de telle sorte que, si *La Main* constituait une frontière entre l'espace francophone et anglophone de la ville, c'était une frontière qui avait pour fonction autant de séparer que de rassembler des groupes sociaux, de les rendre présents l'un à l'autre par le partage d'un espace dans le contexte du divertissement.

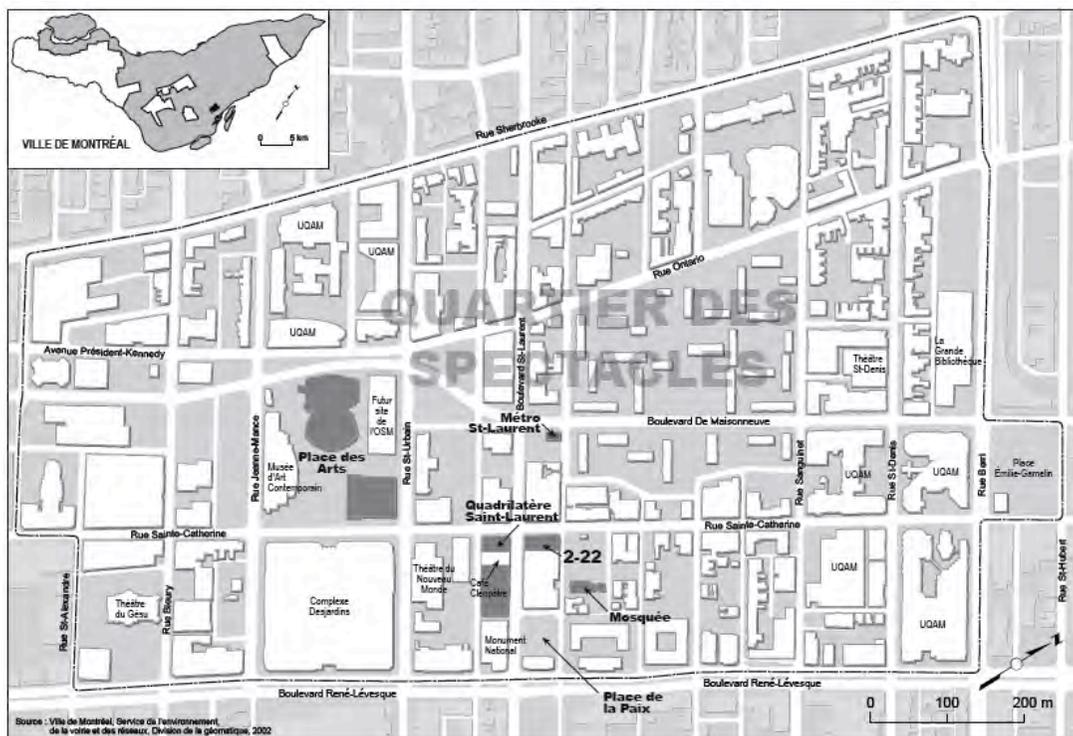
Aujourd'hui, tout le quadrilatère entre les rues René-Lévesque, Clark, Saint-Laurent et Ste-Catherine est pratiquement abandonné. Le Monument National<sup>3</sup> y voisine presque, cependant, un établissement de spectacles érotiques et d'événements underground, le Café Cléopâtre<sup>4</sup> (Figure 2). Voisinage des différences qui se reflète dans tout le secteur puisqu'on trouve encore des bars de danseuses et des salles de spectacles plus huppées. Dans le contexte décrit en introduction, la détérioration du quadrilatère est une opportunité pour la ville de réhabiliter tout un espace qui, par sa centralité, son accessibilité, peut jouer un grand rôle dans le développement futur de la municipalité.

---

<sup>2</sup> Mentionnons surtout le complexe d'HLM des Habitations Jeanne-Mance, l'essentiel des pavillons de l'Université du Québec à Montréal ainsi que le Cégep du Vieux-Montréal.

<sup>3</sup> Un théâtre construit en 1893 et restauré en 1993, le Monument national est classé monument historique par le gouvernement du Québec. Il conserve sa fonction originale de salle de spectacles.

<sup>4</sup> Ouvert depuis plus de 30 ans, le Café Cléopâtre est la dernière salle de spectacles burlesques et de vaudeville du Boulevard Saint-Laurent. Son rez-de-chaussée est un bar d'effeuilleuses atypique avec des danseuses qui comptent jusqu'à 30 ans de métier. À l'étage, on trouve une salle de spectacles où ont lieu des spectacles de mode et de *drag queen*, des performances musicales et des festivals de cinéma de genre.



**Figure 1. Carte du territoire à l'étude**

En 2006 la ville a donné à la Société de développement Angus (SDA) le mandat de construire un édifice à vocation culturelle à l'angle sud-est de l'intersection Saint-Laurent et Sainte-Catherine (on y réfère comme étant le 2-22 en référence aux adresses civiques qu'il inclut). Le promoteur s'est également porté acquéreur de neuf des dix lots au nord du Monument National - tous donc, sauf le Cléopâtre - afin d'y construire un complexe de bureaux et de commerces. Ces futurs commerces seront des entreprises « responsables » qui ne peuvent cohabiter avec des entreprises exploitant la sexualité, déclare la SDA lors des consultations publiques. Parmi les étapes nécessaires à la mise en place du projet, le promoteur, parce que les édifices qu'il proposait dérogeaient à certaines dispositions réglementaires du secteur, notamment en ce qui a trait à la hauteur maximale permise, a dû défendre son projet en consultation publique. Deux commissions ont été mises sur pieds afin d'étudier les projets de la SDA de part et d'autre du boulevard Saint-Laurent<sup>5</sup>.

Lors de ces consultations, des discours provenant des divers acteurs présents ont laissé voir des conceptions différentes de ce qui constitue un patrimoine dans le

<sup>5</sup> Au total on a tenu 8 séances publiques entre le 19 mai et le 11 juin 2009. On y a déposé 43 mémoires et de nombreux documents qui servent de sources documentaires au présent texte en plus des entrevues menées par l'auteur.

secteur *Redlight*. Pour la SDA le *Redlight* « n'existe plus ». Si le secteur est « emblématique », il n'y reste que des « fantômes » et des « ruines » d'une artère autrefois grandiose et aujourd'hui « misérable ». Il importe d'y mener une intervention d'envergure afin d'éviter un « immobilisme » qui serait néfaste à l'agglomération, voire au Québec entier. En outre, afin de convaincre l'audience de la faisabilité et de la durabilité sociale de son projet, la SDA met davantage l'accent



**Figure 2. Le Café Cléopâtre**

sur ses réalisations passées que sur ses objectifs concrets qui demeurent vagues, surtout dans le cas des commerces de l'édifice du quadrilatère Saint-Laurent. La SDA dépose de plus un document d'évaluation d'experts décrivant l'ensemble du quadrilatère comme étant de faible valeur patrimoniale et offre, à la demande de la municipalité, de conserver uniquement les façades du côté ouest de Saint-Laurent et de les accoler à son nouvel édifice. Le patrimoine bâti prend ainsi l'allure d'une enveloppe à laquelle on peut ajouter la vocation culturelle et commerciale à conserver.

L'administration municipale, elle, présente le projet aux côtés du promoteur. Elle ne le questionne pas, mais se pose en alliée. Afin de soutenir le projet, elle doit faire siens en partie les propos voulant que le *Redlight* n'existe plus ou constitue un

espace en friche bien qu'elle ne puisse nier, puisqu'elle est un acteur politique, l'existence des problèmes sociaux qui s'y trouvent par ailleurs pourtant. Appelée à se prononcer sur les questions du logement social, de la santé publique, ou de la relocalisation d'individus ou de commerces, elle ne peut qu'admettre l'existence d'un espace habité et utilisé par des groupes sociaux précis. En matière de patrimoine bâti, la Ville arguera que le fait que le boulevard ait été élargi sur la façade ouest en 1880 en rend l'authenticité moindre et rend moins grave sa démolition complète ou l'unique préservation des façades. Ce qui demeure authentique, plaide-t-on, c'est que l'intersection reste fortement symbolique dans l'imaginaire urbain et national et que cela appelle la réalisation d'un projet d'envergure qui puisse, par exemple, dépasser les limites en matière de hauteur permise habituellement. Autre aspect mémoriel non négligeable, la Ville se remémore l'époque où le Boulevard à cet endroit était une artère commerciale achalandée. Elle déplore l'erreur de la construction du complexe Desjardins, un peu plus à l'ouest qui en a « drainé » l'activité. Ce que la municipalité souhaite donc recréer, réactualiser, c'est le souvenir de *La Main* vibrante d'activités.

Nous sommes donc en présence d'un promoteur et d'une municipalité qui désirent créer un espace. Cet espace-là ne vient pas de nulle part; il vient d'espaces déjà créés, d'un contexte, d'un choix, d'une mémoire également. Qu'on puise à même les pratiques déjà rodées chez le premier et d'une image spécifique de la ville de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle chez le second. Cet espace, pour reprendre les termes de Lefebvre reproduit une représentation particulière de l'espace. L'espace conçu des planificateurs pose le quadrilatère comme vide. L'intérêt pour la seule conservation des façades tend à le démontrer. Pour le remplir, on souhaite y superposer des éléments en supposant que de cet assemblage aura le succès urbain pour conséquence. On fait appel à un architecte de renommée internationale, Paul Andreu, pour dessiner le projet. Le patrimoine ou la mémoire urbaine est instrumentalisé dans la mesure où il permet de conférer une *plus-value* à l'ensemble. En posant le quadrilatère comme vide et la rue comme dévitalisée, on construit une image de l'espace d'intervention où seuls le promoteur et ses alliés sont présents et capables d'intervenir. Si on reprend à notre compte l'idée d'une identité dorénavant définie par la consommation, les groupes donnés comme présents et ceux posés comme futurs occupants légitimes (touristes, consommateurs de culture haut de gamme) conditionnent à leur tour les possibilités de mise en place de type de commerces particuliers, où il va sans dire qu'un établissement comme le Café Cléopâtre n'a pas sa place. Dans la logique lefebvrienne, aménagement de l'espace et reproduction de rapports de classe se renvoient la balle.

Mais justement, cet espace n'est pas vide. Les squatters qui occupent à l'occasion les édifices abandonnés en sont un exemple et la résistance devant les tribunaux du Café Cléopâtre en est une preuve pour le moins concrète, sans parler des groupes de soutien aux travailleuses du sexe qui craignent l'expulsion. En supposant que l'espace est vide, promoteurs et politiciens sont au service d'une

idéologie. Le discours implicite est que ces populations n'ont pas droit à la ville, ou plus exactement, à cet endroit dans la ville qu'on décrit justement comme extrêmement bien situé, symbolique, plein de potentiel.

En entrevue, les répondants mettent l'accent sur deux éléments. D'abord, justement sur cette importance de la localisation du site au sein de l'agglomération. Elle est mise en évidence par tous les groupes interviewés. Pour les travailleurs du quartier, notamment ceux des bureaux d'Hydro-Québec, à moins de 100 m du Café Cléopâtre, travailler au *Redlight* « c'est très pratique », même si on décrit le coin comme « moche » et « pas comme moi ». La localisation « pratique » est également ce qui ressort des discussions avec les fidèles de la mosquée en biais d'une place publique fréquentée par des marginaux juste devant le Monument National comme pour son imam, pour qui la grande accessibilité du site constitue un grand avantage. Cela est important pour les fidèles montréalais, mais aussi pour les touristes musulmans qui fréquentent les festivals et ont besoin d'un lieu de culte. Pour les serveuses et danseuses du Café Cléopâtre, le *Redlight* c'est une opportunité unique de travail. « C'est pratique », « c'est central », « il y a tout le temps du monde ». En effet, le plus grand avantage du Cléopâtre se situe selon elles dans les horaires de travail flexibles. « Ici ça ouvre à 11h du matin. Je peux travailler toute la journée puis rentrer chez moi le soir pour m'occuper de mes enfants. Les autres places ouvrent ben plus tard. Si c'était pas des horaires faudra [sic] que je change de job ». La raison pour laquelle le Cléopâtre peut ouvrir ses portes le matin est entre autres liée au grand achalandage de ce secteur de la ville, son accessibilité.

Parmi les clients de l'établissement, on trouve plusieurs habitués qui sont bien connus des travailleuses, mais qui, chose inhabituelle pour ce type de commerce, se connaissent et en viennent à s'asseoir aux mêmes tables et à discuter entre eux sur une base presque quotidienne. « Ici, la bière est pas chère, j'pourrais pas aller dans une place comme ça proche d'ici », raconte un de ceux-ci. L'atmosphère est généralement assez conviviale et la discussion a cours entre des hommes de plusieurs groupes ethniques. Le propriétaire de l'établissement raconte : « Y vient toute sorte de monde au Cléo. Une de mes plus belles histoires c'est en 1995 au référendum, c'était pas une place pour le oui ou pour le non. Il y avait du monde des deux bords, pis tout le monde faisait des *jokes*. C'était amical. Y avait pas de tension. C'est un de mes plus beaux souvenirs ».

Pour leur part, lorsqu'on leur demande à des passants réunis en ateliers de discussion ce qu'ils apprécient du secteur, voici quelques-unes des réponses qu'on obtient. C'est un « cirque », « j'aime le côté trash », « c'est crade, mais c'est pas bidon ». Autant d'éléments qui pointent moins dans le sens d'un contenu mémoriel que dans une pratique d'un espace urbain plus haut en couleur. D'ailleurs, le lieu constitue souvent plus un passage pour accéder à quelque chose (l'UQAM, la place des Arts) qu'un objectif en soi. « Peu importe où tu vas on dirait toujours qu'il faut passer par là ». Cependant, on y va aussi parce qu'on y sort entre amis et il se trouve encore un répondant pour y aller parce que les hotdogs qu'on y sert « sont encore les meilleurs ». En fait, « c'est une place où il y a de la place pour tout le

monde »<sup>6</sup>, et c'est sans doute ce côté bigarré qui ressort le plus de ce que les passants aiment du secteur.

Pour tous, donc, qu'on soit passant, fidèle de la mosquée, travailleur d'Hydro-Québec, danseuse du Café Cléopâtre, il ressort clairement que la centralité est un aspect important de la perception de l'espace du *Redlight*. Tous sont conscients du caractère stratégique de la localisation du site et du fait que c'est là la cause d'une mise en présence de profils extrêmement diversifiés d'individus et de groupes. Un espace comme le *Redlight* constitue un interstice, un espace reconnu comme un lieu de déploiement pour la diversité, des pratiques spatiales fondées sur la coprésence d'une altérité ethnique et socio-économique. Mentionner le cirque, c'est à la fois faire référence au plaisir qu'on en tire et à l'atmosphère qui se dégage du contact de cette diversité. Le souci qu'expriment plusieurs répondants, ceux de la mosquée, les passants et les opposants du projet en consultation publique, au sujet du sort qui attend les utilisateurs dits *marginiaux* du site révèle également l'importance qu'a leur présence dans la définition du lieu.

Par ailleurs, les répondants qui décrivent le *Redlight* le font en soulignant les différences entre Montréal, ses habitants, et le reste du Québec, pas, ou peu, en mettant l'accent sur ce qui différencie les Montréalais des touristes étrangers. D'une part, cela dénote sans doute une importance relative du tourisme international pour la ville dans l'imaginaire de ces Montréalais. D'autre part, on peut y lire la référence implicite à une authenticité à chercher du côté d'une urbanité particulière construite justement en référence à la diversité, la mixité, le rythme particulier et « ce petit côté cirque » plutôt qu'à un patrimoine qui soit typiquement québécois ou canadien.

Le *Redlight* est aussi un espace de jeunes et le fait que seuls des moins de 35 ans aient accepté de participer aux ateliers de discussion tend à confirmer leur intérêt pour l'endroit. Le Club Opéra, une boîte de nuit très fréquentée active jusqu'en 2009 sur la façade Ste-Catherine du quadrilatère Saint-Laurent, voyait fréquemment sa clientèle envahir la rue au milieu de la nuit. Tout comme les nombreux autres établissements situés à proximité<sup>7</sup>. Pour ces habitués de l'endroit, si le lieu est symbolique, c'est sans les références faites par les experts du patrimoine, qu'elles soient littéraires ou architecturales, mais avec leurs propres couches mémorielles :

Quand j'étais p'tit il y avait trois peintures de filles à moitié nues sur la façade pas loin là-bas. À c't'heure sont pu là, mais j'me rappelle que chaque fois que je venais dans le coin avec mes parents j'attendais de

---

<sup>6</sup> Citation d'un intervenant au Télémathon, un guichet vidéo ambulante dans les rues du secteur Redlight à l'automne 2009, présenté lors de l'événement Pechakucha à la Société des Arts technologiques le 8 mai 2010.

<sup>7</sup> Notons que le caractère jeune des Montréalais qui fréquentent le lieu la nuit n'est pas relevé ni dans les médias ni lors des consultations publiques. Or la rythmicité du lieu semble intimement liée à celle du quotidien des citoyens de moins de 35 ans, voire d'une population plus jeune encore, qui, par sa mise de côté dans le discours des acteurs du projet de QDS, se voit symboliquement posée comme absente.

les voir. J'étais tout énervé. À c't'heure sont pu là mais je me sens encore un peu pareil quand viens ici. C'est pas que tu te payes des putes; c'est que tu sens une espèce d'atmosphère pas mal spéciale de juste savoir que si tu voulais tu pourrais (Entrevue 7)

On le voit, pour les répondants, la trame temporelle où puiser est davantage collée à leurs propres expériences de la déambulation dans l'urbain. Leur réaction, lorsqu'on leur montre des images de ce que le promoteur veut construire et qu'on leur explique en détail les objectifs de la ville et du promoteur pour ce qui est du type d'entreprises appelées à être présentes, est dubitative. « Ah ben là, ça va être complètement différent » ; « C'est sur que là, c'est fini » ; « Ouain, c'est sûr que ça va faire du bien, mais en même temps ça sera pu pareil ». On ne s'insurge pas devant les choix d'aménagement privilégiés par la municipalité et le développeur, mais on se questionne sur la pertinence de démolir des édifices et de rendre plus difficile, voire impossible, l'occupation du site par les populations qui y sont en ce moment alors que les terrains vagues ne manquent pas à proximité. Par exemple, on comprend mal pourquoi le stationnement presque aussi vaste que le site du quadrilatère Saint-Laurent et situé à 50m à peine ne peut servir de base aux projets de la SDA.

Les répondants déduisent qu'il s'agit d'une réhabilitation pour le regard de l'autre. « En même temps, ils n'ont pas le choix, tout le monde fait ça » ; « Le monde de la banlieue auront pu peur de venir » ; « On dirait quelque chose de fait pour le monde de Laval ». « Ça va être du monde de Longueuil qui va aller là c'est sûr ; pas nous autres »<sup>8</sup>. Ces phrases, glanées dans chacun des trois ateliers de discussion avec les passants, à un moment où il n'était pas question de banlieue illustrent certainement un sentiment de dépossession qui n'est pas attribué au touriste étranger, mais au compatriote, habitant même de l'agglomération. Comme lorsqu'on parle de tourisme, cependant, en parlant de « banlieusard » on signifie que l'aménagement sera orienté vers une population à laquelle on attribue une prise moins légitime sur le centre en général et le *Redlight* en particulier. C'est accorder moins d'importance à leur impact sur le lieu en même temps que c'est admettre que ceux-ci occuperont un espace qui nous était autrefois réservé.

Pourtant, les répondants ne planifient pas une quelconque forme de résistance ; ils ne s'insurgent pas et le projet est jugé inévitable. On trouve plutôt le salut dans la fuite. « C'est sûr qu'il faut toujours passer par là anyway. Faque oui c'est sûr qu'on va y aller. Mais ça sera pu pareil. J'veux dire s't'un peu ordinaire y me semble » ; « Il y en a plein d'autres encore des coins comme ça. La rue Ontario, proche du métro Crémazie aussi » ; « Va falloir aller sur la rue Ontario à l'est » ; « Moi, je n'me reconnais pas là dedans. Je veux dire j'ai rien à voir avec ça » ; « Peut-être que j'irais pour les festivals, là, mais le reste du temps, j'suis pas sûr » ; « Il y a encore plein d'autres places où ça me tente d'aller ». On exprime donc une

---

<sup>8</sup> Laval et Longueuil sont respectivement des villes de la banlieue nord et sud de Montréal.

certaine sérénité par rapport aux changements. « J'irai ailleurs », affirme-t-on simplement. Les répondants sont certains que leur ville leur offrira de nouvelles possibilités d'interstices et d'espaces authentiquement mixtes.

L'attribution d'un caractère inévitable aux transformations est à mettre dans le contexte du développement des dynamiques urbaines mondiales. De la même façon que les espaces industriels ont été peu à peu réappropriés par le capital et par la ville afin d'en faire des centres qui incarnent à la fois la marginalité et le succès économique et culturel contemporain, le lieu de divertissement populaire qu'était *La Main* – lieu du loisir qui se déployait au moment où grouillaient les grands espaces industriels de l'économie fordiste, il faut le souligner - est réintégré à l'économie montréalaise. Les répondants semblent le comprendre et constatent que la fonction qu'ils attribuent au *Redlight* de « performer la marginalité » (William, 2005) devra désormais être trouvée ailleurs.

Ce qui se dégage de ce portrait de divers groupes impliqués est qu'on trouve autant de mémoires que de groupes : la mémoire du promoteur, rattachée à son expérience passée, la mémoire de la municipalité, liée à un boulevard Saint-Laurent achalandé, la mémoire des experts du patrimoine liée à l'architecture et la mémoire des passants qui puisent dans une chronologie à l'échelle de leur vécu. Ce fond mémoriel s'appuie sur leur expérience du lieu, l'expérience de l'interstice qu'ils comptent bien pouvoir retrouver ailleurs.

Pour décrire cette collision entre « usages sociaux » et « esthétique savante » (Lahmini, 2005), on peut avoir recours au concept de champ aveugle de Lefebvre (1970) pour rendre compte non seulement du décrochage entre le promoteur et les citoyens, mais entre tous ces groupes et ainsi rejoindre Halbwachs qui rattache l'existence de la mémoire au groupe social qu'elle concerne. Toutes ces mémoires, en effet, sont indissociables du vécu de chacun des groupes. La distinction que fait Halbwachs entre reconnaître par image et reconnaître par mouvement vient éclairer l'écart entre ceux-ci. Le premier terme « c'est rattacher l'image (perçue ou évoquée) d'un objet à d'autres images qui forment avec elle un ensemble et comme un tableau, c'est retrouver les liaisons de cet objet avec d'autres objets qui peuvent être aussi des pensées ou des sentiments ». Le second terme, reconnaître par mouvement, se réfère au « sentiment de familiarité que nous éprouvons quand un objet vu ou évoqué détermine dans notre corps les mêmes mouvements de réaction que lorsque nous le percevions auparavant » (Halbwachs, 1950, 79). D'une part, une mémoire experte, celle des experts - qu'ils soient pour ou contre le promoteur, qui lui puise à même sa mémoire institutionnelle - qui s'arrête à l'architecture, à la littérature et aux faits historiques. D'autre part, la mémoire des citoyens, qui appuient leur mnémonique de la ville sur une pratique spatiale où se mêlent contact à l'altérité socio-économique, centralité et rythmique nocturne. Un vécu, en somme, lourd d'une symbolique qui puise non pas à même un référent historique auquel font appel les universitaires, mais à une quotidienneté et aux stratégies déployées pour s'approprier l'urbain. Un patrimoine vécu. Un patrimoine empreint de l'action du travail d'anamnèse où les souvenirs font l'objet d'une quête et, à ce

titre, d'une volonté (ce que Paul Ricoeur (2000) oppose à la *mneme*, les souvenirs qui nous apparaissent presque malgré nous telle une affection).

### **La centralité comme patrimoine vécu**

En faisant un choix de mise en patrimoine, on ne peut éviter la sélection de pratiques spatiales et de vécus qui seront inextricablement liés à une pratique patrimoniale. Le patrimoine vécu c'est l'objet sur lequel les acteurs en consultation publique n'arrivent pas à s'entendre... justement parce qu'il est vécu et qu'il correspond à autant de champs aveugles pour les partis en présence ou à des anamnèses associées à des groupes sociaux distincts, des mémoires urbaines, dirait Halbwachs, conséquemment incommensurables. En effet, comment joindre la mémoire de l'interstice des passants et celle qu'évoque la SDA qui décrit la plus récente mouture de l'édifice du 2-22 ?

Ces deux peaux [qui recouvrent l'édifice] évoquent le carré de bois, un élément caractéristique de l'architecture traditionnelle montréalaise. Les bâtiments avaient traditionnellement une structure de bois recouverte d'un parement apportant l'étanchéité et l'aspect décoratif, souvent fait de briques et que nous allons moderniser avec du verre. En plus du clin d'œil à notre patrimoine bâti, il s'agit d'une option qui permettra une meilleure efficacité énergétique et une optimisation dans l'usage des matériaux (propos de P. Lamarre, directeur de projet de la SDA sur [www.le2-22.com](http://www.le2-22.com))

Il ne s'agit pas tant de choisir quelle mémoire est la plus authentique, mais de montrer à quel point elles sont éloignées et chacune associée à des groupes précis. Les ressources patrimoniales que l'espace du *Redlight* représente pour le QDS mis de l'avant par la ville ne sont que partiellement glanées par la municipalité comme par les opposants. Pour le promoteur cependant, et avec l'appui, en fin de compte, de la municipalité, l'espace où l'on intervient est d'emblée considéré comme vide. Ici, l'intérêt du vécu de Lefebvre est qu'il s'agit d'une symbolique qui participe d'une dynamique conflictuelle, d'un rapport de force ou d'une négociation implicite ou explicite entre groupes. Il est également indissociable des conceptions de l'espace et des pratiques spatiales qui permettent le détournement.

L'exemple des danseuses et clients du Café Cléopâtre montre que les populations marginales ont « tant bien que mal, fini par se l'approprié. Ils ont ainsi « transformé » l'espace par leur vécu et leur imagination et réussi à construire finalement un système plus ou moins cohérent de symboles et signes non verbaux. L'ironie du sort des politiques urbaines reste que c'est précisément cet espace social, invisible aux acteurs institutionnels, qu'elles cherchent désespérément à reconstruire dans les territoires concernés par la Politique de la Ville » (Semmond, 2005, 276). Pour Lefebvre c'est cette manipulation de la symbolique qui prime sur l'acceptation. Il y voit un travail d'instrumentalisation du discours de la part des spécialistes de l'espace, notamment. Pourtant, les répondants ne sont pas dupes. Ils comprennent bien l'exercice de fabrication d'image auquel participe

l'administration municipale avec ce projet. En ce sens, il faut nuancer la conflictualité de l'espace et la tendance à considérer les groupes de la marge uniquement comme des victimes en y ajoutant une part de séduction (Allen, 2003) où le séduit participe autant que le séducteur, où le premier se prête volontairement au discours reconnu comme factice du second. Être séduit c'est en quelque sorte chercher le pouvoir de l'autre sur soi. Williams (2005) écrivait que le *Redlight* mythique est un lieu « psychogéographiquement autre » dont la fonction est de tenir lieu d'hétérotopie foucauldienne où l'on est à même d'expérimenter temporairement une quotidienneté différente, voire taboue. En ce sens, le rôle du *Redlight*, tout comme ceux des espaces industriels muséaux qu'étudie Williams, est de « performer la marginalité ». C'est pourquoi William associe assainissement (social) et oubli. L'acte de totémisation effectué dans le repli par la municipalité, la SDA et consorts sur la mémoire de l'aspect musical et culturel en ce qu'ils ont de moins controversé est précisément un oubli qui n'est pas innocent puisqu'il correspond à la mise de côté de faits historiques inextricablement liés à l'évolution socio-économique montréalaise afin de séduire un type différent de citoyen, et de citoyen.

*La Main* et la catégorie de divertissement qu'on y trouvait autrefois étaient inséparables de l'univers fordiste de l'ancienne métropole du Canada. L'accès au divertissement populaire passait alors par la déambulation dans un espace urbain central ouvert à tous. Pour les passants interrogés tout comme pour les plus marginaux, le patrimoine vécu est intimement lié à la pratique spatiale de lieu qui leur semble facilement appropriable. À cet égard, quoi que dans une moindre mesure, on peut relier le déploiement de ces groupes dans le *Redlight* à la lecture que fait McDowell (2003) de la présence des prostituées dans l'espace public de Londres au XIX<sup>e</sup> siècle. Les femmes, alors mises à l'écart de l'espace public, trouvaient justement dans des endroits comme le *Redlight* un espace où le paraître était rendu possible. Les prostituées choquaient non pas uniquement du fait de leur profession mais du fait qu'elles se rendaient visibles au sein de l'espace public. En ce sens, ce que Tyrer et Crinson écrivaient à propos du *Village* de Manchester s'applique tout aussi bien ici, car le nouveau *Redlight* :

is a totemic space because it appropriates an industrial symbolism, written into the architectural, spatial and landscaping frame of the area, that expresses both triumphal mastery over the past and a defensive drive to resist a second de-industrialisation. But the symbolism itself suppresses many past realities in order to access the capital it needs to promote itself as a success. Memory appears to be written all over the redevelopment through the imposition of the totem, but it is forgetting, in the shape of what the totem can signify, that makes the area curiously history-free. (Tyrer et Crinson, 2005, 113-114).

Une fois retirée la strate historique de la présence de la marge, reste ce lieu « psychologiquement autre » de Williams (2005) ou encore la « normativité alternative » associée à un lieu où joue une « forme d'insertion sociale par la

marge » (Parazelli, 2000, 188). Or la centralité géographique du lieu le rend également intéressant à tous les groupes sociaux. Si bien que ce n'est pas la présence de la marge qui est patrimoniale, mais la présence de la marge à *cet endroit précis* qui l'est. Le combat pour la patrimonialisation du Café Cléopâtre est indissociable de l'accès à cette centralité puisque ce n'est ni sa valeur architecturale, ni même la valeur intrinsèque des activités artistiques qu'on y mène qui en sont l'enjeu, mais bien la présence *en ce lieu* de ces activités et de cette population. C'est pourquoi les offres qu'a faites la SDA de relocaliser le Café Cléopâtre n'ont répondu qu'en partie au problème soulevé par son projet et se sont heurtées à une fin de non-recevoir au moment où j'écris ces lignes.

Le pouvoir du promoteur et de ses alliés n'est pas diffusé de façon isotrope dans l'espace : le pouvoir des groupes plus en marge a l'effet de modifier considérablement les modalités d'implantation du projet initial. Le vécu est une façon de mieux faire participer l'espace, avec toute son épaisseur sociale, à une question d'abord posée comme étant temporelle, celle du patrimoine, et d'ainsi rendre justice à l'effet de la résistance des groupes moins puissants, sur l'espace urbain. En effet, la résistance du Café Cléopâtre devant les tribunaux a suffisamment ralenti le processus pour qu'en mars 2011 le promoteur abandonne son projet du quadrilatère Saint-Laurent et la Ville son expropriation. Le promoteur dit désormais réfléchir à deux projets de plus petit gabarit, de chaque côté du Café Cléopâtre. De plus, certains des alliés du promoteur et loueurs pressentis de son édifice à vocation culturelle constatent que les coûts de location seront trop élevés et ont annoncé leur désistement, ce qui force à reconcevoir l'autre édifice, lui aussi sur un mode plus modeste. Finalement, un groupe de contestation se met en place afin de chercher des appuis pour mieux défendre les intérêts des marginaux présents dans le *Redlight*. Quels autres impacts auront ces dissidences plus ou moins fortement exprimées sur le QDS?

## Conclusion

Pour Lefebvre, chaque société met en place des pratiques, des discours, qui fabriquent un espace, mais cet espace est spécial parce qu'il produit à son tour. C'est ainsi que « [l']espace (social) est un produit (social) » (Lefebvre, 2000, 35). Dans le contexte d'une société capitaliste, soutient-il, c'est l'espace abstrait qui constitue la représentation de l'espace, l'espace conçu, dominante. L'espace de la fête et des festivals n'est pas en reste. Récupéré par la logique financière et la tertiairisation de l'économie urbaine, il participe pleinement à l'économie urbaine. Ce faisant, Guy Di Méo (2005) a souligné la disparition du côté contestataire de la fête et de l'inversion sociale ponctuelle qu'elle sous-entendait au fur et à mesure de sa récupération politico-économique. La fête permanente que la municipalité espère stimuler en aménageant un quartier à cet effet se veut dorénavant un discours sur l'agglomération entière. Le succès futur du QDS est appelé à se confondre avec celui de Montréal plutôt que de marquer par la fête un espace d'exception temporelle et spatiale. Mais la lutte est possible et a lieu dans les faits. Nous en avons vu une illustration.

Le projet se développe et, malgré les modifications, chacune de ses parties, bien que modifiées, semble vouloir voir le jour. On peut alors se demander si cette forme de légitimation est la réponse à un débat sur ces espaces et leurs controverses ou si c'est plutôt la conséquence de leur habileté à véhiculer leur discours et à le faire adopter. Une dernière option est peut-être que c'est simplement la stratégie d'évitement adoptée par les Montréalais qui laisse graduellement la place à de nouveaux usagers.

Le concept de patrimoine vécu nous permet de penser le patrimoine à la fois dans sa profondeur historique et dans sa participation aux rapports de pouvoir qui s'affrontent dans le contexte d'un grand projet urbain qui puise une partie de sa légitimité dans le fond patrimonial que ses défenseurs déclarent réactiver. Il permet de faire le pont entre le patrimoine des experts et celui des citoyens. Entre les différentes pratiques spatiales, sources mémorielles et ce, dans le contexte de leur conflictualité. Ce faisant, le patrimoine se dissout en quelque sorte, pour s'incarner dans les mémoires concurrentes qui chacune cherchent à mieux s'exprimer dans le cadre urbain, des mémoires construites qui sont l'expression d'un travail de remémoration, d'une volonté. Le patrimoine se distend alors et l'on sent sa présence autant dans la trame historique que dans la quotidienneté du sujet qui fait corps avec sa ville. Ville qui, quant à elle, reste à la quête de particularités à projeter, d'un rayonnement à l'échelle du monde.

### **Remerciements**

L'auteur remercie le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM) de même que l'Observatoire SITQ du développement immobilier et urbain.

### **Bibliographie**

- Allen, John. 2003. *Lost geographies of power*. Oxford: Blackwell.
- Anctil, Pierre. 2002. *Saint-Laurent, la Main de Montréal*. Montréal: Septentrion.
- Anderson, Benedict. 1991. *Imagined Communities*. 2<sup>e</sup> édition. Londres et New York: Verso.
- Bourassa, André-G. et J.-M. Larue. 1993. *Les nuits de la «Main». Cent ans de spectacles sur le boulevard Saint-Laurent (1891-1991)*. Montréal: VLB.
- Choay, Françoise. 1999. *L'allégorie du patrimoine*. 2<sup>e</sup> édition. Paris: Seuil.
- Combessie, Jean-Claude. 1996. *La méthode en sociologie*. Paris: La découverte.
- Cosgrove, Denis E. 1984. *Social formation and symbolic landscape*. Londres et Sydney: Croom Helm.
- Crozat, Dominique et S. Fournier. 2005. De la fête aux loisirs : événement, marchandisation et invention des lieux. *Annales de Géographie*, 643, 307-328.

- Di Méo, Guy. 2005 Le renouvellement des fêtes et des festivals, ses implications géographiques. *Annales de géographie*, 643, 227-243.
- Gravari-Barbas, Maria (ed.). 2005. *Habiter le patrimoine. Enjeux, approches, vécu*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Halbwachs, Maurice. 1997. *La mémoire collective*. 2<sup>e</sup> édition. Paris: Albin Michel.
- Harvey, David. 2007. *The limits to capital*. 2<sup>e</sup> édition. Londres: Verso.
- Harvey, David. 2001. *Spaces of capital: Towards a critical geography*. New York: Routledge.
- Harvey, David. 1989. *Conditions of postmodernity*. Oxford: Blackwell Publishing.
- Hemelryk Donald, Stephanie, Eleonor Kofman et Kevin, Catherine. 2008. *Branding Cities: Cosmopolitanism, Parochialism, and Social Change*. Londres et New York: Routledge.
- Jackson, Peter. 1989. *Maps of meaning*, Londres: Routledge.
- Jouve, Bernard et Philip Booth (ed.). 2004. *Démocraties métropolitaines*, Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Lahmini, Naji. 2005. Innovations « radicales » et patrimonialisation dans le logement populaire : des exemples pour comprendre, enjeux et problèmes de ce « rapprochement » récent. In Gravari-Barbas, Maria (ed.), 2005. *Habiter le patrimoine. Enjeux, approches, vécu*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 207-226.
- Laurier, E. et C. Philo. 2006. Cold shoulders and napkins handed: gestures of responsibility. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 31, 193–207
- Lazzarotti, Olivier. 2003a. *Patrimoine*. In Lévy, J. et M.Lussault (ed.) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris: Belin, pp. 692-693.
- Lazzarotti, Olivier. 2003b. «Tourisme et patrimoine : ad augusta per angustia ». In *Annales de Géographie*, No 629, pp.91-110.
- Lefebvre, Henri. 2000. *La production de l'espace*. 2<sup>e</sup> édition. Paris: Anthropos.
- Lefebvre, Henri. 1970 *La révolution urbaine*. Paris: Gallimard.
- Lefebvre, Henri. 1968 *Le droit à la ville*. Paris: Anthropos.
- Linteau, Paul-André. 2000. *Histoire de Montréal depuis la Confédération*. 2<sup>e</sup> édition, Montréal: Boréal.
- McDowell, Linda. 2003. *Gender, Identity and Place : Understanding feminist geographies*. 2<sup>e</sup> édition. Minneapolis: University of Minnesota Press.

- Mercier, Guy. 2009. La territorialité des lieux de mémoire : à qui appartient le Vieux-Québec? In, Gilbert, A., M. Bock et J.-Y. Thériault (dirs.) *Entre lieux et mémoire. L'inscription de la francophonie canadienne dans la durée*. Ottawa: Presses de l'université d'Ottawa, pp.173-192.
- Morisset, Lucie K. 2009. *De la ville au patrimoine urbain. Histoire de formes et de sens*, Québec: Presses de l'université du Québec.
- Neyret, Régis. 1992. *Le patrimoine, atout du développement*, Lyon: Presses universitaires de Lyon.
- Noppen, Luc et Lucie K. Morisset. 2005. Ville et mort du patrimoine. In Delorme, Pierre (ed.) *La ville autrement*. Québec: Presses de l'université du Québec, pp. 49-66.
- Nora, Pierre. 1984. *Les lieux de mémoire. Tome 1*. Paris: Gallimard.
- Parazelli, Michel. 2000. L'encombrement sociosymbolique des jeunes de la rue au centre-ville de Montréal. In, J.-P. Augustin et C.Sorbets (dirs.) *Sites publics, lieux communs. Aperçus sur l'aménagement de places et de parcs au Québec*. Talence: Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, pp. 169-199.
- Semmoud, Nora. 2005. Valorisation patrimoniale et changement social : un pléonasma. In, M. Gravari-Barbas, (éd.) *Habiter le patrimoine. Enjeux, approches, vécu*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp.265-280.
- Ricœur, Paul. 2000. *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris: Seuil.
- Sassen, Saskia. 2000. *Cities in a world economy*. Thousand Oaks: Pine Forge Press.
- Smith, Andrew. 2005. Conceptualizing City Image Change: The 'Re-Imaging' of Barcelona. *Tourism Geography*, 7(4), pp.398-423.
- Tuan, Yi Fu. 1974. *Topophilia*. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.
- Tyrer, Paul et Mark Crinson. 2005. Totemic Park : symbolic representation in post-industrial space. In, Crinson, Mark (éd.) *Urban Memory. History and amnesia in the modern city*. Londres et New York: Routledge, pp.99-120.
- Valentine, Gill. 2008. Living with difference: reflections on geographies of encounter. *Progress in Human Geography*, 32(3) : 323-337.
- Ville de Montréal. 2008. *Plan particulier d'urbanisme. Quartier des spectacles – Secteur Place des Arts*. Montréal: Arrondissement Ville-Marie.
- Ville de Montréal. 2005. *Montréal, Métropole culturelle. Politique de développement culturel de la ville de Montréal, 2005-2015*. Montréal: Administration municipale.
- Williams, Richard. 2005. Remembering, forgetting and the industrial gallery space. In, Crinson, M. (éd.) *Urban Memory. History and amnesia in the modern city*. Londres et New York: Routledge, pp.121-144.

Site web

[www.le2-22.com](http://www.le2-22.com) (consulté le 26 juin 2010)